

La République désaffectée ?

De nombreuses personnes sensées, utilisant leurs sens naturels de l'observation et de la critique – deux dons naturels essentiels pour vivre en concept démocratique et donc laïque, la critique étant constructive – s'alarment de voir la France et les Français soumis à diverses dérives.

De courageux pionniers ont entrepris un devoir d'information : de réinformation, d'alerte...

Une vraie démocratie s'enorgueillirait alors : elle serait fière de la capacité de ses citoyens de ne pas tout attendre de l'État, de veiller à ce que celui-ci ne tombe pas entre de mauvaises mains – peut-être séditieuses à la France elle-même, à ses Citoyens - .

Une telle démocratie serait fière de la vigilance des Citoyens en ce qui concerne la défense des valeurs ayant fondé la République : ses dirigeants qui clament au monde entier, à tout instant, que la France est le Pays des Droits de l'Homme, et du Citoyen, n'auraient plus à s'époumoner pour convaincre ! Ce serait tellement évident.

De simples citoyens pouvant détecter des abus et permettre ainsi – à une administration équitable, à des responsables politiques consciencieux – de les corriger, serait bien la preuve que le gouvernement peut s'appuyer sur ce beau concept sain, le « moins pire de tous » avait dit en son temps un homme célèbre : la démocratie.

Ainsi, le gouvernement pourrait faire valoir à ses interlocuteurs étrangers la justesse de ses propos : à savoir que la démocratie est un concept d'hommes libres, adultes, justes autant que possible, intelligents, sensibles.

Il serait honoré de démontrer que lui, le gouvernement, peut ainsi se concentrer sur ses missions de représentativité régaliennes : défense, sécurité (du Pays, des citoyens et résidents), santé, enseignement scolaire (et non « éducation »), diplomatie internationale..., au lieu, comme dans une non-démocratie, de penser bien ou mal à la place des

Citoyens, de leur dicter leur conduite, leur expression, leur vote..; leur imposer religions, communautarisme, concepts financiers immoraux, immigration de remplacement, ou encore de financer avec l'argent des mêmes Citoyens des organismes de presse qui dès lors deviennent de propagande...

Au lieu de cela, les Citoyens, notamment les réinformateurs, les lanceurs d'alerte, sont méprisés. Pire : ils sont muselés, stigmatisés, pourchassés, condamnés... Riposte Laïque, par exemple, en sait quelque chose !

Dans la droite ligne de la répression « patriotique » américaine contre quiconque fait remonter les petites salades entre amis pour mieux magouiller entre soi tout en espionnant et fichant les moindres faits et gestes des citoyens, ceux qui dirigent la France depuis longtemps, avec l'appui du méta-État (*organismes au service du public et rétribués par lui, presse subventionnée par le public, associations financées par le public, etc.*) ont décidé que la démocratie ne peut être partagée : le Peuple a voté pour eux.

Puisqu'il a voté pour eux, il est logique qu'ils fassent ce qu'ils veulent. Peu importe que le vote du Peuple soit en fait, et littéralement, sa délégation de le représenter et de le défendre, d'appliquer ses choix...

Alors, tant que ce beau malentendu républicain (qu' « ils » nomment : Pacte Républicain ») perdurera, tant que le Peuple, n'aura pas compris que la Constitution de la République Française lui permet de reprendre ses droits, par exemple pour retrouver plus de démocratie, de liberté, de respect : ça continuera ainsi !

Il y a bien une désaffection de la démocratie dans la République, désormais :

– cette désaffection équivaut certes à une démission de ses responsabilités, une déviation de ses missions, un détournement d'intérêts communs en faveur d'un entre-soi privilégié. Il s'agit ni plus ni moins que d'un accaparement de l'État par des individus rendus intouchables œuvrant seulement au service de leurs intérêts et aux intérêts des donneurs d'ordre.

Tout cela nous le savons, nous le ressentons ou, pour les moins observateurs, nous le percevons ; d'où les « mauvais » votes et la forte abstention à chaque scrutin ;

– mais la désaffection démocratique peut avoir un autre sens. Et non contradictoire quant au but, d'ailleurs : cette démission de la pensée démocratique (juste, équitable, bienveillante, constructive) correspond peut-être à la nomination de **désaffectés** aux postes importants !

Les **désaffectés**, techniquement parlant, sont les « dépourvus d'affect ». Ce terme est utilisé en criminologie et en médecine légale pour nommer un type de tueur dépourvu de toute humanité, compassion, émotion... L'absence d'empathie caractérise les tueurs en série, d'autant que conscients de leur anormalité, ils croient voir en l'autre leur propre déficit. D'où parfois l'extrême cruauté envers leurs victimes : ils torturent (mentalement, physiquement) par « plaisir », pour l'illusion de l'émotion, de la normalité..

Dans un Pays où la repentance perpétuelle est ordonnée au peuple – seul coupable de tout ! -, où l'absence de mots de remerciements, de reconnaissance envers l'effort consenti par celui-ci, où l'absence d'affect est donc institutionnalisée, il y a de quoi se poser des questions.

D'où la légitimité de celle-ci : la République est-elle désaffectée, désormais ?

Entre autres indices :

<http://www.sudouest.fr/2015/02/28/elle-vit-dans-un-garage-depuis-quatre-mois-1843707-1504.php>

<https://www.change.org/p/pr%C3%A9fet-de-la-dr%C3%B4me-obligez-l-administration-%C3%A0-faire-son-devoir-citoyen>

Le combat pour un retour à la démocratie, qui doit vaincre un pseudo-Pacte Republicain sorti de quelque agence publicitaire, passera sans doute obligatoirement par la défense du « lanceur d'alerte » – ou quelle que soit la désignation du citoyen soucieux de démocratie, de laïcité, d'équité, de vérité -.

Il doit passer aussi, dès à présent, par plus de solidarité choisie entre citoyens, ceux conscients du sens de ce mot dans la Constitution de notre Pays – un des tous premiers sinon le

seul a avoir voulu en faire quelque chose d'universel. Alors qu'au contraire, le Citoyen est maintenant en train d'être transformé en objet, en marchandise interchangeable.

Un dernier mot pour vous demander de bien vouloir signer la pétition (deuxième lien ci-dessus) : il s'agit d'un des nôtres, un des vôtres, un simple Citoyen maltraité par qui devrait le protéger !

*Prenons l'habitude de défendre les nôtres, nos concitoyens ; sinon les abus, les déviations, la malveillance, la méchanceté : la désaffection – déjà en phase exponentielle – deviendra la norme ! **Et ça sera chacun à notre tour d'être écrasé, d'une façon ou d'une autre** (« ils » sont créatifs, là).*

Merci d'avance – et de tout cœur, même si ça fait « affecté » ! – pour vos signatures !

Francis Vannier